

L'unique but de mon intervention dans le débat actuel c'est de vous montrer que les décideurs se sont trompés. Qui sont ces gens-là? A celui qui étudie le fonctionnement d'un gouvernement, à celui qui pourrait enquêter sur les inégalités régionales et les taux de chômage élevés, il pourrait sembler amusant de se rendre aux assemblées législatives des provinces ou à la Chambre des communes. Il pourrait venir à Ottawa aujourd'hui voir comment l'opposition blâme le gouvernement fédéral. Demain, il pourrait se rendre dans les provinces Atlantiques pour voir comment l'opposition blâme les gouvernements des provinces.

Ce sont dans les programmes de dépenses que l'on touche à l'essentiel. Une fois calculées les dépenses de fonctionnement ordinaires des ministères aux deux niveaux, les ententes relatives aux infrastructures, les prêts à la petite entreprise et les crédits courants affectés à l'administration, il reste 200 millions, pour ce qui est de Terre-Neuve, soit les paiements de péréquation versés à la province qui en fait ce qu'elle veut. Même les priorités du MEER font l'objet de négociations. C'est sûrement le gouvernement provincial qui sait le mieux comment aider l'industrie. La résolution à l'étude est un exemple de la façon dont on contourne les difficultés. Elle illustre ce que je disais tantôt, que les motionnaires ne comprennent pas le problème et qu'ils ne saisiront donc jamais les solutions évidentes qui s'offrent au problème du chômage dans les régions sous-développées.

Quelles sont les solutions? Si vous posez la question à un chômeur chronique qui essaie de joindre les deux bouts à Terre-Neuve avec 11 enfants, vous obtiendrez une meilleure réponse qu'en posant la question à un économiste ou aux avocats qui hantent les assemblées législatives, ou au premier ministre d'une province. La réponse serait très simple. Selon les réalités locales, il pourrait répondre ceci: «Pourquoi pas une conserverie de poisson et des débouchés pour les produits finis»? Ou bien: «Pourquoi pas une usine de bois dur»? Ou encore: «Pourquoi pas l'agriculture»? Ou alors bien il demanderait simplement: «Pourquoi ne me permet-on pas de travailler?»

La réponse la plus courante qu'on lui fait est celle-ci: si l'entreprise privée entrevoit des bénéfices, elle investira. On répond aussi couramment qu'il existe un organisme gouvernemental pour l'aider à s'établir. Et le chômeur rétorquera: «C'est de la foutaise». Et il aurait raison.

Non seulement n'y a-t-il pas d'organismes qui veillent sérieusement à réaliser une idée jusqu'au bout, mais il n'y en a aucun qui puisse maintenir une bonne industrie secondaire en exploitation lorsqu'elle est enfin établie ou si elle fait face à des difficultés. Le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Lessard) est intervenu dans le débat. C'est un excellent ministre, probablement le meilleur que le ministère ait jamais eu, mais si on cherche combien d'emplois stables il a créés, on se rend compte qu'il ne possède tout simplement pas d'instrument pour cela. Oui, le MEER a fait beaucoup. Il amène l'eau et les systèmes d'égout pour favoriser l'expansion industrielle, il pave la route à l'expansion industrielle, il construit des écoles parce que les provinces ne peuvent se permettre de le faire, sa direction de l'encouragement à l'industrie aide les industries qui veulent s'installer. On peut en dire autant de la province de Terre-Neuve. Elle aussi a ses ministères, ses organismes de prêts et de subventions. Tout cela est utile mais ne réussit pas à

Chômage régional

fournir l'encouragement vraiment nécessaire. C'est à la province de régler la situation terre-neuvienne; mais jusqu'ici elle a lamentablement échoué. Quand vous comprenez le problème, quand vous connaissez les gens qui vivent dans les régions touchées par un chômage chronique, quand vous savez que les organismes en place ont échoué et que vous connaissez les possibilités qui existent, vous vous rendez compte que ces régions ont besoin de quelque chose de plus. Elles ont besoin d'une attention spéciale.

● (2100)

N'oubliez pas, monsieur l'Orateur, que le gouvernement fédéral dépense environ 1 milliard de dollars à Terre-Neuve chaque année et, si nous pouvons croire au budget provincial de 1.2 milliard, cela veut dire que le gouvernement va dépenser cette année à Terre-Neuve 2 milliards de dollars. Cela donne \$4,000 pour chaque femme, homme et enfant de la province. J'estime donc que le problème n'est pas dû au manque d'argent, mais bien à la façon dont l'argent est dépensé. Tout est là. Je le répète, il faut comprendre le problème pour arriver à le résoudre.

A mon avis, pour résoudre le problème, il nous faut un organisme gouvernemental qui saura développer l'industrie. Il faut un ministère gouvernemental composé de gens qui connaissent la région et ses possibilités et s'arrangent pour les exploiter grâce à l'argent du gouvernement. Ceux qui voient là une trop grande intervention gouvernementale préfèrent sans doute l'aide sociale et les prestations d'assurance-chômage à la création d'emplois. Pour s'opposer à une telle initiative, il faut vraiment ne pas comprendre le problème.

Il faudrait un ministère gouvernemental pour établir s'il serait rentable, par exemple, de créer là-bas une conserverie de poisson ou encore une industrie secondaire qui fabriquerait un produit fini à partir de nos ressources naturelles. Selon moi, c'est la seule solution possible. A en juger par les politiques actuelles des gouvernements provinciaux comme celui de Terre-Neuve, ils ne feront jamais ce qui a tant besoin d'être fait. Le gouvernement fédéral doit donc en prendre l'initiative. Cela peut être réalisé par les organismes existants à l'aide des sources de financement actuelles, mais il faudrait se fixer de nouveaux objectifs.

Les organismes des deux niveaux de gouvernement qui ont actuellement pour rôle de favoriser de nouvelles industries interviennent trop tard, souvent en accordant des prêts coûteux qui ruinent l'entrepreneur si bien que le gouvernement doit le saisir.

J'aimerais vous donner un exemple en analysant la situation dans ma circonscription de Gander-Twillingate. C'est une région économique défavorisée et l'industrie privée n'exploitera pas ses richesses et ses ressources naturelles si le gouvernement n'est pas prêt à collaborer. Cette collaboration doit se faire sur le plan financier, sur le plan de la commercialisation, par une participation directe à l'aide de l'argent des impôts qui est en grande partie gaspillé dans des dépenses peu importantes. Certains diront que ces dépenses sont très importantes. Évidemment, il s'agit de priorités immédiates ou en vue des prochaines élections, mais pas pour les générations actuelles et futures. C'est ce que j'appelle mettre la charrue devant les bœufs.